

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

1^{er} septembre 2020

PROPOSITION DE LOI

**augmentant les indemnités
de chômage temporaire
liées au COVID-19**

AVIS DE LA COUR DES COMPTES

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

1 september 2020

WETSVOORSTEL

**tot verhoging van
de met de COVID-19-pandemie
verbonden tijdelijke-werkloosheidsuitkeringen**

ADVIES VAN HET REKENHOF

Voir:

Doc 55 **1303/ (2019/2020):**

001: Proposition de loi de Mme Thémont et consorts

Zie:

Doc 55 **1303/ (2019/2020):**

001: Wetsvoorstel van mevrouw Thémont c.s.

03050

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
sp.a	: socialistische partij anders
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

<i>Abréviations dans la numérotation des publications:</i>		<i>Afkorting bij de numering van de publicaties:</i>	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)



Avis sur l'incidence budgétaire de la proposition de loi 55 1303/001¹

1 Demande de l'avis

Le président de la Chambre des représentants a demandé à la Cour par une lettre du 18 juin 2020, conformément à l'article 79, alinéa 1^{er}, du règlement de la Chambre, d'estimer l'incidence budgétaire possible que l'approbation de la proposition de loi mentionnée ci-dessous (Doc 55 1303/001) aurait pour conséquence.

Proposition de loi augmentant les indemnités de chômage temporaire liées au COVID-19 (DOC 55 1303/001).

2 Proposition de loi : modifications proposées

La proposition de loi vise une adaptation des allocations de chômage pour travailleurs salariés pendant la période de la crise de la corona. Il y a trois modifications :

1. Pour les allocations de chômage temporaire, l'allocation est portée de 70 % du salaire mensuel brut à 80 % du salaire mensuel brut (article 2).
2. Le salaire mensuel brut maximum à partir duquel l'allocation est calculée est porté au niveau du salaire mensuel brut maximum pour les indemnités d'incapacité de travail et d'invalidité. Cette mesure s'applique à tous les chômeurs (article 4).
3. Pour les travailleurs des ports, pêcheurs de mer, débardeurs de poissons et trieurs de poissons (désignés ci-dessous comme les travailleurs des ports et du secteur du poisson) en chômage complet, l'allocation est portée de 65 % à 75 % (article 3).

Les modifications sont insérées dans l'arrêté royal du 30 mars 2020². Cet arrêté définit que les mesures mentionnées ci-dessus couvrent la période du 1^{er} février 2020 au 30 juin 2020. Le gouvernement a annoncé entre-temps que les mesures concernant le chômage temporaire seront prolongées jusqu'au 31 décembre 2020. Pour l'estimation, une mise en œuvre de la proposition de loi du 1^{er} février au 31 décembre 2020 est prise en compte.

L'article 4, la hausse du salaire brut maximum, ne s'applique pas seulement aux chômeurs temporaires et aux travailleurs des ports et du secteur du poisson en chômage complet. Dès lors, il s'applique, en principe, à toutes les formes de chômage : chômage complet, chômage avec complément d'entreprise, etc. Vu que les développements de la proposition de loi prévoient que les modifications visent le chômage temporaire et les travailleurs des ports et du secteur du poisson, l'hypothèse sera faite pour cette estimation que le salaire mensuel

¹ Approuvé par l'assemblée générale de la Cour des comptes le XX XX 2020.

² Arrêté royal du 30 mars 2020 visant à adapter les procédures dans le cadre du chômage temporaire dû au virus Covid-19 et à modifier l'article 10 de l'arrêté royal du 6 mai 2019 modifiant les articles 27, 51, 52bis, 58, 58/3 et 63 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage et insérant les articles 36sexies, 63bis et 124bis dans le même arrêté, Moniteur du 2 avril 2020 et Moniteur du 16 avril 2020 (voir erratum). L'article 5 § 2 de la proposition de loi prévoit l'insertion du nouvel article 7/1 à l'alinéa 3 de l'article 16 entre le chiffre « 7 » et le chiffre « 11 ». Cette insertion n'est pas tout à fait correcte, car le chiffre 7 a été supprimé par l'erratum mentionné ci-dessus.



brut maximum n'est relevé que pour ces catégories. Si les auteurs de la proposition de loi visent toutes les catégories de chômeurs, le coût budgétaire sera beaucoup plus élevé. La proposition de loi devra être précisée sur ce point.

L'estimation ci-dessous s'appuie sur une estimation réalisée par l'Onem que la Cour des comptes a pu consulter. Une distinction est établie entre le chômage temporaire d'une part (modification 1 et 2) et le chômage complet d'autre part (modification 3).

3 Incidence budgétaire

3.1 Chômage temporaire

Le plafond du salaire mensuel brut pour le calcul des allocations de chômage en cas de chômage temporaire s'élève depuis le 1^{er} mars 2020³ à 2.754,76 euros, ce qui implique une allocation journalière brute maximale de 74,17 euros ($2.754,76/26 \times 70\%$). La proposition de loi porte le plafond du salaire mensuel brut à 3.821,41 euros et le pourcentage d'indemnisation à 80 %, ce qui implique une allocation journalière brute maximale de 117,58 euros ($3.821,41/26 \times 80\%$).

L'incidence de cette mesure varie selon que le salaire mensuel brut du travailleur est inférieur ou supérieur au plafond actuel de 2.754,76 euros. Les travailleurs qui ont un salaire brut inférieur à ce plafond obtiennent une allocation plus élevée grâce à l'augmentation du pourcentage de 70 à 80 %. Les travailleurs qui ont un salaire brut supérieur au plafond obtiennent une allocation plus élevée grâce à l'augmentation du pourcentage et un montant d'indemnisation plus élevé. Le calcul de l'incidence budgétaire varie donc en fonction du salaire brut mensuel des travailleurs. On peut distinguer trois catégories :

1. Les travailleurs avec un salaire mensuel brut en dessous du plafond actuel ($\leq 2.754,76$ euros; 63% de tous les chômeurs temporaires⁴).
2. Les travailleurs qui ont un salaire mensuel brut situé entre le plafond actuel et le nouveau plafond ($> 2.754,76$ euros et $\leq 3.821,41$ euros; 19% de tous les chômeurs temporaires).
3. Les travailleurs avec un salaire mensuel brut au-dessus du nouveau plafond ($> 3.821,41$ euros; 18% de tous les chômeurs temporaires).

Le tableau 1 donne un aperçu du coût en fonction de la catégorie de salaire. Au total, l'incidence budgétaire pour le chômage temporaire s'élève à 1,1 milliard d'euros

³ Date de la dernière indexation.

⁴ La proportion des chômeurs par catégorie de salaire est calculée à partir des données de Statbel: <https://statbel.fgov.be/fr/themes/emploi-formation/salaires-et-cout-de-la-main-doeuvre/salaires-mensuels-bruts-moyens>.



Tableau 1 – Coût supplémentaire de la proposition de loi en fonction de la catégorie de salaire, en millions d'euros

Salaire mensuel brut	Proportion	Coût actuel	Nouveau coût	Augmentation
≤ 2.754,76	63%	2.646,8	3.024,9	378,1
> 2.754,76 et ≤ 3.821,41	19%	806,6	1.100,3	293,7
> 3.821,41	18%	758,1	1.201,8	443,7
Total				1.115,5

Source : Onem.

3.2 Chômage complet

De manière comparable au montant maximum du chômage temporaire, l'allocation journalière brute maximale pour le chômage complet des pêcheurs de mer, débardeurs de poissons et trieurs de poissons est relevée de 68,87 euros ($2.754,76/26 \times 65\%$) à 110,23 euros ($3.821,41/26 \times 75\%$)⁵. Ils sont payés dans un système de six jours.

En revanche, les travailleurs des ports forment une catégorie à part qui est payée dans un système de cinq jours, ce qui implique que leur allocation journalière est plus élevée. Pour les travailleurs des ports, l'allocation journalière brute est donc relevée de 82,64 euros à 132,28 euros.

En avril 2020, 94 % des travailleurs des ports et du secteur du poisson ont perçu un salaire supérieur au plafond salarial actuel. Pour l'estimation, l'Onem part donc du principe que les personnes concernées ont un salaire supérieur au plafond salarial actuel.

L'Onem estime le coût du chômage complet pour les travailleurs des ports et du secteur du poisson à 514,4 millions d'euros dans le cadre de la politique actuelle. À la suite de la proposition de loi, le coût augmenterait jusqu'à 823,4 millions d'euros. Le coût supplémentaire lié à la proposition de loi s'élève donc à 308,9 millions d'euros.

4 Conclusion

La Cour des comptes estime l'incidence budgétaire de la proposition de loi à 1,4 milliard d'euros.

⁵ C'est le montant journalier pour les pêcheurs de mer, débardeurs de poissons et trieurs de poissons qui sont payés dans un système de six jours.



Advies over de budgettaire impact van wetsvoorstel nr. 55 1303/001¹

1. Vraag om advies

De voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers heeft aan het Rekenhof met een brief van 18 juni 2020 gevraagd om, overeenkomstig artikel 79 eerste lid van het Reglement van de Kamer, de mogelijke budgettaire impact te ramen die de goedkeuring van onderstaand wetsvoorstel als gevolg zou hebben:

Wetsvoorstel tot verhoging van de met de COVID-19-pandemie verbonden tijdelijke werkloosheidsuitkeringen (DOC 55 1303/001).

2. Wetsvoorstel: voorgestelde wijzigingen

Het wetsvoorstel (art. 2-4) beoogt een aanpassing van de werkloosheidsuitkeringen voor werknemers tijdens de periode van de coronacrisis. Er zijn drie wijzigingen:

1. Voor tijdelijke werkloosheidsuitkeringen wordt de uitkering opgetrokken van 70% van het brutomaandloon naar 80% van het brutomaandloon (artikel 2).
2. Het maximale brutomaandloon waarop de uitkering wordt berekend wordt opgetrokken naar het maximale brutomaandloon van de arbeidsongeschiktheids- en invaliditeitsuitkeringen (artikel 4).
3. Voor volledig werkloze havenarbeiders, zeevissers, vislossers of vissorteerders (hierna aangeduid als haven- en visarbeiders) wordt de uitkering opgetrokken van 65% naar 75% (artikel 3).

De wijzigingen worden ingevoegd in het koninklijk besluit van 30 maart 2020². Dit besluit bepaalt de termijn voor bovenvermelde maatregelen op de periode van 1 februari 2020 tot en met 30 juni 2020. Er werd intussen aangekondigd door de regering dat de maatregelen omtrent tijdelijke werkloosheid zullen worden verlengd tot en met 31 december 2020. Bij deze raming wordt er daarom rekening gehouden met een toepassing van het wetsvoorstel van 1 februari 2020 tot en met 31 december 2020.

Artikel 4, de verhoging van het maximale brutomaandloon, beperkt de toepassing hiervan niet tot de tijdelijk werklozen en volledig werkloze haven- en visarbeiders. Daardoor is het

¹ Goedgekeurd door de algemene vergadering van het Rekenhof op XX XX 2020

² Koninklijk besluit van 30 maart 2020 tot aanpassing van de procedures in het kader van tijdelijke werkloosheid omwille van het Covid-19-virus en tot wijziging van artikel 10 van het koninklijk besluit van 6 mei 2019 tot wijziging van de artikelen 27, 51, 52bis, 58, 58/3 en 63 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering en tot invoeging van de artikelen 36sexies, 63bis en 124bis in hetzelfde besluit, B.S. d.d. 2.4.2020 en B.S. d.d. 16.4.2020 (zie erratum). Artikel 5 paragraaf 2 van het wetsvoorstel verwijst naar de invoeging van het nieuwe artikel 7/1 dat "in het derde lid van artikel 16 wordt ingevoegd tussen 7 en 11". Deze invoeging is niet volledig correct omdat het nummer 7 werd weggelaten door voormeld erratum.



in principe van toepassing op elke vorm van werkloosheid, waaronder alle volledig werklozen, SWT, enzovoort. Aangezien de memorie van toelichting van het wetsvoorstel bepaalt dat de aanpassingen gericht zijn op tijdelijke werkloosheid en aanpassingen voor haven- en visarbeiders. wordt er voor de raming van uit gegaan dat het maximale brutomaandloon enkel voor deze categorieën wordt opgetrokken. Indien de indieners alle categorieën van werklozen beogen, zal de budgettaire kost veel hoger zijn. Het wetsvoorstel zal op dat punt moeten worden verduidelijkt.

Onderstaande raming is gebaseerd op een door de RVA uitgevoerde raming die het Rekenhof kon raadplegen. Er wordt een onderscheid gemaakt tussen enerzijds de tijdelijke werkloosheid (wijzigingen 1 en 2) en anderzijds de volledige werkloosheid (wijziging 3).

3. Budgettaire impact

3.1. Tijdelijke werkloosheid

Het maximale brutomaandloon voor de berekening van de werkloosheidsuitkering in geval van tijdelijke werkloosheid bedraagt sinds 1 maart 2020³ 2.754,76 euro, wat resulteert in een maximale brutodaguitkering van 74,17 euro ($2.754,76/26 \times 70\%$). Het wetsvoorstel trekt het maximale brutomaandloon op naar 3.821,41 euro en het percentage naar 80%, wat resulteert in een maximale brutodaguitkering van 117,58 euro ($3.821,41/26 \times 80\%$).

De impact van deze bepaling verschilt naargelang het brutomaandloon van de werknemer hoger of lager is dan het huidige grensbedrag van 2.754,76 euro. Werknemers met een lager brutoloon hebben een hogere uitkering door het optrekken van het percentage van 70% naar 80%, werknemers met een hoger brutoloon hebben een hogere uitkering door het optrekken van het percentage én het hoger uitkeringsbedrag. De berekening van de budgettaire impact verschilt dus naargelang het brutomaandloon van de werknemers. Er zijn drie categorieën van belang:

1. Werknemers met een brutomaandloon onder het huidige grensbedrag ($\leq 2.754,76$ euro; 63% van alle tijdelijk werklozen⁴).
2. Werknemers met een brutomaandloon tussen het huidige en het nieuwe grensbedrag ($> 2.754,76$ euro en $\leq 3.821,41$ euro; 19% van alle tijdelijk werklozen).
3. Werknemers met een brutomaandloon boven het nieuwe grensbedrag ($> 3.821,41$ euro; 18% van alle tijdelijk werklozen).

Tabel 1 geeft een overzicht van de kostprijs naargelang de looncategorie. In totaal bedraagt de budgettaire impact voor de tijdelijke werkloosheid 1,1 miljard euro.

Tabel 1 – Meerkost wetsvoorstel naargelang looncategorie, in miljoen euro

Brutomaandloon	Aandeel	Huidige kostprijs	Nieuwe kostprijs	Meerkost
$\leq 2.754,76$	63%	2.646,8	3.024,9	378,1
$> 2.754,76$ en $\leq 3.821,41$	19%	806,6	1.100,3	293,7
$> 3.821,41$	18%	758,1	1.201,8	443,7

³ Dit is de datum van de laatste indexering.

⁴ De verhouding van de looncategorieën bij de werklozen is berekend op basis van gegevens van Statbel: <https://statbel.fgov.be/nl/themas/werk-opleiding/lonen-en-arbeidskosten/gemiddelde-bruto-maandlonen>.



Totaal	1.115,5
<i>Bron: RVA.</i>	

3.2. Volledige werkloosheid

Analoog aan de grensbedragen voor tijdelijke werkloosheid wordt voor een volledige werkloze zeevisser, vislosser of -sorteerder de maximale brutodaguitkering opgetrokken van 68,87 euro ($2.754,76/26 \times 65\%$) naar 110,23 euro ($3.821,41/26 \times 75\%$). Zij worden betaald in een zesdagenstelsel.

Havenarbeiders daarentegen worden als aparte categorie betaald in een vijfdagenstelsel, waardoor de daguitkering voor hen hoger ligt. Voor havenarbeiders wordt de brutodaguitkering hierdoor opgetrokken van 82,64 euro naar 132,28 euro.

In april 2020 ontving 94% van de haven- en visarbeiders een loon dat hoger is dan de huidige loongrens. Voor de raming gaat de RVA er bijgevolg van uit dat de betrokken personen een loon hebben dat hoger is dan de huidige loongrens.

De RVA raamt de kosten voor volledige werkloosheid bij haven- en visarbeiders in 2020 op 514,4 miljoen euro bij het huidige beleid. Ten gevolge van het wetsvoorstel loopt de kostprijs op tot 823,4 miljoen euro. De meerkost ten gevolge van het wetsvoorstel bedraagt bijgevolg 308,9 miljoen euro.

4. Besluit

Het Rekenhof raamt de budgettaire impact van het wetsvoorstel op 1,4 miljard euro.